

L'HON. M. HOLTON—Je dis donc, sur ma propre responsabilité, que toutes les sources de nos revenus ont diminué, depuis le commencement de l'année, excepté le montant comparativement minime provenant des timbres sur les billets.

L'HON. M. GALT—Dites-vous toutes les sources du revenu, avec l'exception que vous mentionnez ?

L'HON. M. HOLTON—Oui.

L'HON. M. GALT—Alors, l'on vous prouvera qu'il n'en est pas ainsi, lorsque vous aurez fini. (Écoutez ! écoutez !)

L'HON. M. HOLTON—Comme de raison, je serai heureux de l'entendre. C'est là l'espèce de renseignements dont nous avons besoin avant que nous ne donnions aux hon. messieurs un vote de crédit, et que nous leur permettions d'aller en Angleterre pour faire ce que bon leur semblera pendant six mois encore. Il peut se faire que le revenu se soit relevé, depuis quelques semaines, en conséquence de causes accidentelles. Il a circulé une rumeur que l'hon. ministre des finances avait l'intention d'opérer un changement dans les droits de douane, et dans deux ou trois de nos grandes villes, on s'est empressé de courir aux entrepôts de douane, afin d'économiser la somme supplémentaire que les marchands auraient eu à payer par un changement de tarif. Cela a sans doute augmenté les recettes pour le moment, et il est très possible que pour cette cause le revenu peut avoir regagné ce qu'il avait perdu durant les premières semaines de cette année. Et ensuite, l'état de nos efforts en Angleterre—qui avaient tant profité, d'après le président du conseil, du résultat de la conférence de Québec,—n'est rien moins que satisfaisant. Je crois qu'à l'exception du point qu'ils ont touché en octobre, ou au commencement de novembre, et qu'ils n'ont touché que pendant un très court espace de temps, ils sont plus bas maintenant, et ont été plus bas pendant plus longtemps qu'à aucune autre époque depuis l'union. Je crois donc que nous ne sommes pas en position d'imposer de lourds fardeaux au peuple dans le but d'établir une armée permanente, ou dans le but de construire d'immenses fortifications. (Écoutez ! écoutez !) Mais j'en ai dit plus que je ne me le proposais lorsque je me suis levé, et je ne veux pas priver plus longtemps mon hon. ami de North Willington (DR. PARKER) de la parole.

L'HON. M. BROWN—Je ne retien-drai la chambre que pendant quelques instants

pour répondre à l'hon. monsieur qui vient de prendre son siège. Quant à son assertion que le revenu a diminué dans la proportion dont il parle, dans toutes ses sources, elle est parfaitement erronée. Il sera démontré, quand le temps en sera venu, lorsque l'on demandera à la chambre de voter les subsides, que le revenu est très loin d'être dans la condition désespérée dont l'hon. membre a parlé. Et je pense que son assertion relativement à l'état de la province est aussi exagérée que l'autre. Il est très vrai que plusieurs parties de notre pays souffrent malheureusement, en ce moment, d'une gêne considérable ; mais aucun homme intelligent qui examinera les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons placés, ne trouvera cela extraordinaire. Nous avoisinons un pays qui est en proie à une guerre affreuse. Nos relations commerciales avec ce pays, avec lequel nous avons ordinairement d'immenses transactions, sont considérablement troublées. Ensuite nous avons eu de pauvres récoltes depuis plusieurs années, et nos banques ne font—et elles ont raison—que des affaires très restreintes. Ces causes, ainsi que certaines autres, ont contribué à produire la stagnation qui existe aujourd'hui et une disposition générale à resserrer le cercle des transactions commerciales. (Écoutez ! écoutez !) Mais, avec tout cela,—malgré la rareté de l'argent et beaucoup de souffrances et de gêne causées par sa rareté,—je me permet-trai d'affirmer que les grandes branches de nos industries nationales n'ont jamais reposé sur une base plus ferme, que les hommes d'affaires n'ont pas eu depuis plusieurs années moins de dettes qu'aujourd'hui, et que lorsqu'un meilleur ordre de choses reviendra, l'on verra que les maux dont parle l'hon. monsieur ne sont pas aussi profondément enracinés qu'il le dit. (Écoutez !)

L'hon. monsieur est excessivement désireux de me voir remplir les promesses que j'ai faites au pays lorsque je suis entré dans l'administration. L'hon. monsieur ferait preuve d'un peu plus de discrétion, je crois, s'il me permettait de juger par moi-même de la meilleure manière dont je dois remplir ces promesses. Lorsque, dans le court espace de six mois, le gouvernement a pu venir avec un projet bien mûri, comportant d'aussi grands changements, et le présenter au parlement avec la bonne foi dont il a fait preuve, je pense que le pays n'a aucune juste raison de se plaindre, soit que j'aie perdu du temps à remplir mes promesses, soit de la manière